

**Intervention de Ronan Dantec, porte-parole climat de CGLU, au nom des LGMA
(Gouvernements locaux et autorités municipales) en clôture de la COP21**

Samedi 12 décembre 2015 au Bourget

M. le Président de la COP,

M. le Président de la République,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Je voudrais tout d'abord, M. le Président de la COP, cher Laurent Fabius, vous remercier sincèrement pour votre engagement pour la réussite de cette COP21, et pour avoir constamment associé les acteurs non-étatiques, et en premier lieu les gouvernements locaux, à ce long processus. Mais je sais que vous n'êtes pas à convaincre sur le fait que, sans l'action concrète des villes, des régions, des entreprises, ou des associations, nous n'avons aucune chance de stabiliser la montée des températures sous les 1,5 degrés Celsius.

Les réseaux mondiaux de gouvernements locaux et subnationaux accueillent très favorablement l'accord de Paris, notamment parce qu'au-delà des objectifs ambitieux présents dans cet accord, nous nous félicitons de la présence de chapitres très opérationnels pour renforcer l'action sans tarder, par exemple pour la période 2015-2020, avec des dispositifs d'expertise et d'échange auxquels nous collaborerons activement.

Nous avons aussi noté avec intérêt la volonté forte et commune exprimée hier soir par les trois ministres péruvien, français et marocain – Manuel Pulgar Vidal, Ségolène Royal et Hakima El Haité – de renforcer le Lima-Paris Action Agenda, vitrine de notre détermination commune, lieu précieux d'échange entre les Parties et les acteurs non-étatiques.

Nous soutenons l'inscription dans le Préambule d'une référence claire aux Objectifs de Développement Durable, adoptés à New York en septembre dernier, tant nous sommes convaincus qu'au final les impératifs, les agendas du climat et du développement ne sont qu'un seul et même agenda, une seule et même obligation collective de la communauté internationale. Ainsi, si nous nous réjouissons de l'inscription claire des 100 milliards de dollars pour les pays en développement dans l'accord de Paris, nous redisons la nécessité de travailler ensemble les mécanismes permettant l'investissement réel de ces financements dans les territoires des pays en développement. Nous le redisons, sans approche territoriale, nous ne tiendrons aucun des objectifs que la communauté internationale se fixe ce soir, sur l'adaptation comme sur l'atténuation.

M. le Président, intervenant lors de la session d'ouverture, je m'exclamais "Trouvez l'accord, nous ferons le travail". Ce soir, vous avez trouvé l'accord et donc, dès demain, c'est notre engagement, nous nous investirons dans l'action.

"You have found the deal, now we have to do the job".